

**6 juin 1995, Québec**

**Allocution à la veille du Sommet de Halifax**

Demain, j'aurai l'honneur d'accueillir les chefs de gouvernement des autres pays membres du Groupe des Sept au Sommet de Halifax. Le Canada a, pour la troisième fois, l'occasion d'être l'hôte d'un sommet du G-7. Et je pense que le Sommet de Halifax pourrait bien être l'un des plus constructifs.

Nous avons convenu que l'examen des institutions internationales serait l'élément clé du Sommet de Halifax. Il y a 50 ans, le Canada participait activement à la mise en place des institutions de Bretton Woods le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ainsi que des Nations Unies. Ces institutions de l'après-guerre ont évolué positivement au fil des ans pour s'adapter aux nouvelles réalités internationales.

La communauté internationale a le plus grand besoin d'institutions multilatérales fortes, crédibles, et responsables. Bien sûr, nous ne trouverons pas toutes les solutions, mais nous pouvons certainement entamer une partie du travail et faire preuve d'un réel leadership. Le G-7 ne désire pas se poser en directoire mais il reste un forum unique qui permet des échanges essentiels pour faire face aux importants changements qui nous attendent. Au lendemain du Sommet de Halifax, nous travaillerons avec la communauté et les institutions internationales pour relever ces nouveaux défis. Les emplois et la croissance économique sont prioritaires pour tous les pays du G7. Cela est évidemment la priorité au Canada. Notre gouvernement a été élu sur un programme axé sur l'emploi et la croissance. Et nous travaillons à sa mise en œuvre depuis un an et demi.

Les résultats sont encourageants. Nous avons assisté à la création de plus de 430 000 emplois, tandis que le taux de chômage est passé de 11,5 % à 9,5 %, soit la première fois qu'il régressait sous la barre des 10 % en quatre ans. En 1994, nous avons enregistré le taux de croissance économique le plus élevé parmi les pays du G-7 et, selon les prévisions, nous devrions faire aussi bien cette année. Le taux d'inflation demeure faible. Nous avons entrepris l'assainissement des finances publiques. Nous avons parcouru beaucoup de chemin en un an et demi. En termes de croissance et en terme de situation financière. Nous avons certes passablement de travail devant nous. Mais tout ce que nous avons accompli jusqu'à présent et le nouvel optimisme qui prévaut au Canada me donnent confiance quant à notre réussite.

Je crois qu'il est juste d'affirmer que tous les pays du G-7 poursuivent la même direction et partagent les mêmes objectifs en matière de croissance, de création d'emplois, de maîtrise de l'inflation et des déficits budgétaires, en matière de réduction de leur dette publique. Mais des économies nationales saines ne sauraient exister lorsque l'économie mondiale est en mauvaise posture. Pas dans les années 90. Une économie mondiale stable, l'expansion des marchés étrangers, voilà autant de conditions essentielles à nos économies nationales axées sur l'exportation. À ce chapitre, je pense que le Sommet de Halifax peut apporter beaucoup.

Notre gouvernement est persuadé que la libéralisation des échanges est le levier international le plus efficace qui soit pour promouvoir l'emploi et la croissance. Notre pays

est tributaire de ses exportations. Notre prospérité future dépend de la capacité qu'ont les gens des autres pays d'acheter ce que nous produisons. C'est pour cette raison que le commerce a été et continuera d'être, tout aussi prioritaire pour nous. Et ce n'est pas seulement prioritaire pour notre pays, pour les membres du G-7 ou pour les pays industrialisés. Cela est prioritaire pour tous les pays.

Au cours de mon mandat de premier ministre, j'ai littéralement rencontré des douzaines de chefs de gouvernement de pays en voie de développement. Ils m'ont pratiquement tous fait part de leur désir de participer à l'économie mondiale et de profiter eux aussi des avantages du commerce international dans leur pays. À Halifax, le Canada veut tabler sur les succès internationaux en matière de libéralisation des échanges. Nous sortons à peine d'une intense ronde de négociations commerciales multilatérales. Nous devons maintenant mettre en œuvre les résultats et mettre en place l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Nous voulons que le G-7 réuni à Halifax devienne un chef de file dans la promotion de la coopération essentielle entre l'OMC et les autres institutions économiques internationales. Mes collègues du G-7 s'entendent sur le besoin d'étendre la libéralisation des échanges. Nous avons encore passablement de travail à faire, en particulier, dans le domaine des politiques en matière de télécommunications, de services financiers, d'investissements et de concurrence. Le commerce international n'est toutefois qu'un aspect d'une économie mondialisée. La technologie et l'intégration ont changé la façon de faire des affaires. Les capitaux circulent d'un endroit du globe à l'autre en quelques instants. Les décisions peuvent être prises rapidement et leurs répercussions ressenties immédiatement.

Résultat. On peut observer, entre autres, un accroissement de la circulation des capitaux privés. De bien des façons cela peut s'avérer très bon, et promouvoir les investissements et la croissance. Et redessiner le développement de plusieurs pays. Cela a été un moteur de prospérité et de création d'emplois dans de nombreux pays à travers le monde. Mais le volume, la rapidité et la portée des mouvements de capitaux observés aujourd'hui s'accompagnent également de risques. Aucun pays n'est à l'abri, et l'onde de choc peut se répercuter instantanément autour du globe, comme nous en avons été témoins de façon saisissante l'an dernier.

Le Mexique est une bonne illustration. La fuite de capitaux totalisant plusieurs milliards de dollars a soudainement transformé ce qui n'aurait dû être qu'un manque passager de liquidité en ce qu'on a qualifié de première crise financière de l'ère nouvelle. Et les répercussions, ou ce qu'on a appelé l'effet Tequila, ont été ressenties un peu partout dans le monde. Les marchés internationaux soumettent les économies nationales et les responsables de l'élaboration des politiques à de nouvelles formes de pressions. Si nous sommes en mesure de tenter de prévoir ces pressions et d'y réagir lorsqu'elles se manifestent, il est impossible de les contrôler. C'est pour cette raison que je crois qu'à Halifax, le G-7 devrait suggérer des moyens concrets pour accroître la stabilité et réduire le risque.

En période de volatilité, on est toujours tenté de revenir en Arrière, en imposant des barrières de nature à réduire l'accès aux marchés. Cela peut sembler attrayant mais, même si nous le voulions, cela serait impossible. On ne peut pas faire fi de la technologie. On ne peut pas

effacer les trente dernières années. On ne peut pas avoir la nostalgie du bon vieux temps. Il faut faire face aux réalités actuelles. Une chose devient toutefois de plus en plus claire. C'est que nous devons gérer très soigneusement le processus de libéralisation des échanges.

Pour être en mesure de profiter pleinement de la libéralisation des marchés financiers, les pays doivent moderniser leurs propres secteurs financiers, y compris leurs mécanismes de réglementation. Sinon, le processus de transformation peut provoquer des tensions sociales et économiques qui, en bout de ligne, menacent même le processus de développement.

En matière de libéralisation des marchés, l'étapisme, et non pas le changement soudain et global, constitue l'approche de choix pour nombre de pays qui entreprennent l'ouverture de leurs économies. Une autre réalité incontournable de l'économie mondialisée est la rapidité, parfois, saisissante avec laquelle circulent les devises. Il ne fait aucun doute que la volatilité des taux de change peut entraîner des problèmes sérieux pour certains pays, comme on a déjà pu l'observer. Mais je crois également que nous devons faire preuve de réalisme en considérant nos options. Selon moi, le retour vers un taux de change fixe ou des fourchettes cibles n'est plus une option réaliste. Pour produire la stabilité, un système à taux de change fixe requiert un très fort degré de convergence entre les économies qui y participent. Même l'Union européenne, où l'on observe pourtant un fort degré d'intégration, a énormément de difficulté à maintenir un tel système.

Le Canada a été l'un des premiers pays à adopter un régime de change flottant au début des années 70. Et ce système nous a fort bien servis, nous permettant de nous adapter plus doucement aux derniers développements. Mais le fait demeure que ce régime peut s'accompagner d'une certaine volatilité. Et que l'économie d'un pays comme le Mexique peut être malmenée lorsque les gens se débarrassent massivement de leurs devises. Nous ne pouvons ni faire fi de la technologie ni revenir en arrière. Nous ne pouvons pas nous attendre à voir ces spéculateurs notoires éteindre leur ordinateur, accrocher leurs bretelles rouges et faire autre chose.

Mais ce que nous pouvons, et devons, faire, c'est poser des gestes efficaces et concrets afin de minimiser la vulnérabilité des économies nationales. Des mesures d'assainissement des finances publiques, comme celles mise en place au Canada. Des mesures qui feront en sorte qu'en temps de crise, les institutions financières internationales auront les moyens d'intervenir de façon déterminante.

C'est pour cette raison que ma priorité, à titre de président du Sommet, est de faire en sorte que le G-7 s'attarde au dossier de la réforme du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. J'ai entrepris de vastes concertations quant au rôle du FMI et de la Banque mondiale dans les économies mondialisées d'aujourd'hui. Non seulement avec les autres chefs de gouvernement du G-7 mais avec des chefs de gouvernement de notre hémisphère, de l'Asie et d'Europe.

Avec des pays en développement et de l'ancien bloc des pays de l'Est. Avec les leaders internationaux du mouvement syndical et du patronat. Enfin, avec les dirigeants du FMI et de la Banque mondiale eux-mêmes. J'en ai conclu que, réunis à Halifax, nous devons profiter

du cinquantième anniversaire de ces institutions pour leur donner les outils dont elles ont besoin aujourd'hui.

En premier lieu, nous devons améliorer les mécanismes de surveillance et de pré-alerte du Fonds monétaire international. Cela commence par un meilleur suivi des politiques nationales des États membres. Cela signifie notamment plus de transparence de la part des administrations nationales et, en particulier, la divulgation de renseignements pertinents sur les éléments clés de la conjoncture économique.

La divulgation des renseignements ne plaît pas toujours aux Bureaucrates, surtout quand les nouvelles pourraient être meilleures. Mais cette activité va dans notre meilleur intérêt à tous. En effet, des renseignements dignes de foi permettent de prendre des décisions éclairées et d'informer les marchés qui auront alors moins tendance à réagir brusquement. Le FMI doit davantage prendre l'initiative, ne pas hésiter à prodiguer des conseils essentiels en matière de programme lorsque des gouvernements se refusent à poser des choix difficiles.

Ensuite, nous devons assortir de meilleurs systèmes de pré-alerte d'une capacité d'intervention rapide lorsqu'une crise surgit. Nous devons reconnaître qu'il est parfois indispensable d'intervenir rapidement pour être efficace. Cela sous-entend la présence de mécanismes d'intervention. Le Canada exprime le vœu que le Sommet de Halifax apporte des propositions concrètes en ce sens.

Il est toutefois évident que la capacité d'intervention sera tributaire des ressources disponibles. C'est pour cette raison que le FMI doit avoir à sa disposition les ressources financières nécessaires pour gérer efficacement les crises qui surgissent. Permettez-moi de souligner que le Fonds n'éprouve pas de difficultés financières. Par exemple, il a été en mesure de consentir un prêt considérable au Mexique lorsque le besoin s'est manifesté.

Cependant, il est absolument essentiel que le FMI ait l'assurance, qu'en cas de besoin, il aura accès à des ressources additionnelles considérables. À Halifax, le Canada cherchera là aussi à obtenir l'accord de nos partenaires du G-7 pour arriver à des conclusions à ce sujet. Nous devons assurer un cadre réglementaire et de surveillance adéquat pour les institutions financières et les marchés. La surveillance est centralisée au niveau national, là où il y a beaucoup d'améliorations à apporter. En effet, c'est très souvent à l'intérieur d'un pays même que naissent les spéculations qui peuvent nuire aux économies nationales. Il doit également y avoir un engagement de plus en plus fort en faveur de la coopération internationale.

Je soulèverai cette question à Halifax. Nous devons savoir si la coopération internationale en la matière se situe à un niveau adéquat. Nous devons également savoir si le degré de transparence est suffisant de part et d'autre et s'il est nécessaire, ou pas, d'établir des normes internationales.

Les pays en développement ont réalisé des progrès remarquables pour réduire leur endettement et adopter des politiques cohérentes avec la stabilité macro-économique et une meilleure répartition des ressources. Ils ont profité d'une plus grande intégration des marchés financiers, mais ils en ont également souffert à l'occasion.

Malgré des progrès réels nombre de pays en développement ont également besoin de l'aide financière des pays industrialisés et des institutions financières internationales (IFI) pour assurer leur croissance et leur développement. Pour que cette aide soit efficace, nous devons cibler vers les pays les plus pauvres les fonds encore disponibles dans les IFI. Nous devons également concentrer notre aide sur la mise en place de biens publics et sur une expansion saine du secteur privé.

Nous devons également améliorer la performance de l'ONU en matière de développement. Il y a trop d'organismes et de programmes qui entrent soit en conflit les uns avec les autres, ou dont le mandat ne correspond plus aux problèmes actuels. Nous voulons nous assurer que la Banque mondiale et l'ONU utilisent efficacement leurs ressources financières.

En plus des questions d'ordre économique que j'ai mentionnées aujourd'hui, le Sommet de Halifax portera sur d'autres enjeux internationaux aussi variés que le mandat de l'ONU, la lutte contre le terrorisme et le règlement de la crise qui sévit dans l'ancienne Yougoslavie.

Le dénominateur commun de tous ces dossiers est le besoin d'une meilleure compréhension et collaboration internationales pour faire face au vent de scepticisme qui s'abat sur nos institutions internationales. Nous, en tant que Canadiens, croyons profondément aux approches coopératives qui vont au-delà des barrières culturelles, économiques et politiques.

Aussi bien par tradition que conviction, les Canadiens sont de bons citoyens internationaux engagés sur la voie de la coopération multilatérale. À titre d'hôte du Sommet du G-7 à Halifax, le Canada aura une occasion unique pour renforcer les qualités que nous préconisons déjà au pays, soit la coopération, le travail d'équipe et, par-dessus tout, le progrès.